

LA FORMATION PROFESSIONNELLE – UN CHANTIER SANS FIN

En date du 1 octobre 2018, une délégation du SEW/OGBL a rencontré Madame Véronique Schaber, directrice du SFP¹ ainsi que Madame Marielle Bruck et Messieurs Pierre Reding et Romain Nehs du MENJE sur des sujets concernant la formation professionnelle et autres sujets d'actualité.

1) Formation professionnelle

A) Gratuité des photocopies

Le SEW/OGBL se montre satisfait que le problème de la gratuité des photocopies s'est finalement résolu, du moins pour cette année scolaire. Sans l'intervention continue du SEW/OGBL depuis plusieurs mois, une majorité des élèves de la formation professionnelle et du régime préparatoire n'auraient pu profiter, en ce début d'année scolaire, de la gratuité des supports didactiques, ces élèves utilisant, pour une majorité d'entre eux, un nombre important de photocopies pour les besoins de leurs cours.

B) Horaires et programmes surchargés dans la formation professionnelle

Le SEW/OGBL s'offusque des horaires et programmes surchargés dans la formation professionnelle et surtout dans la division administrative et commerciale du régime de technicien. Les élèves fréquentant actuellement les classes de 2TPCM et 1TPCM² doivent, en effet, suivre 36, respectivement 35 heures de cours s'ils sont inscrits dans les modules préparatoires, modules obligatoires si les élèves, et il y en a beaucoup, veulent continuer des études supérieures. Cette situation est absolument intenable, comparée à celle des autres classes de l'ESC et de l'ESG qui ont des horaires hebdomadaires de 30 heures en moyenne.

Le SEW/OGBL plaide depuis des années pour que le système des modules préparatoires soit revu de fond en comble sans que le MENJE ne réagisse. Encore et toujours, ce sont les élèves de la formation professionnelle qui sont les dindons de la farce. Le SEW/OGBL plaide pour une limitation du nombre d'heures par semaine à 32, sous condition toutefois que les modules préparant aux études supérieures soient intégrés dans cette plage horaire. Par contre, le SEW/OGBL refuse toute solution qui consisterait à remplacer les modules préparatoires enseignés au lycée par un enseignement « online » qui, premièrement, ne fera que déplacer la surcharge de travail du lycée vers le domicile de l'élève et qui, deuxièmement, ne représente aucun avantage, de quelque sorte que ce soit, pour des élèves fréquentant un cursus scolaire régulier dans un établissement scolaire public.

Le SEW/OGBL entend faire, dans les semaines à venir, des propositions concrètes quant au réaménagement des horaires et programmes. Dans tous les cas où cette situation des plus malsaines ne trouvera pas une solution satisfaisante à ses yeux, le SEW/OGBL compte mobiliser toutes ses forces pour défendre les intérêts des élèves lésés par un système pourri depuis le lancement de la réforme de la formation professionnelle en 2008.

¹ Service de la formation professionnelle

² Anciennes classes de T2CM et T3CM

C) La mise en place d'une journée de repêchage lors des PIF dans la formation professionnelle

Depuis plusieurs années, le SEW/OGBL plaide pour l'organisation d'une journée de repêchage lors des examens (PIF) dans la formation professionnelle, à l'image des examens dans l'ESC et l'ESG. L'absence d'une telle journée de repêchage dans la formation professionnelle, pour les élèves qui manquent une journée de leur PIF suite à une absence pleinement justifiée, est fortement discriminatoire à l'égard des élèves concernés. Enfin conscient de cette injustice, le MENJE compte organiser une telle journée de repêchage, du moins pour une majorité des formations concernées, au plus tard pour les PIF de la session 2020. Le SEW/OGBL continuera à suivre ce dossier avec toute l'attention nécessaire et n'hésitera pas à intervenir si la mise en place de cette mesure trainerait en longueur.

2) Autres sujets d'actualité

A) La situation contractuelle du professeur-candidat³

En l'état actuel, le MENJE refuse obstinément de revaloriser la situation contractuelle du professeur-candidat, nouveau laissé-pour-compte dans l'enseignement secondaire. Le SEW/OGBL n'accepte pas la situation actuelle. Il conteste, entre autres, l'application défavorable de la loi envers les professeurs-candidats et le refus de faire bénéficier ces derniers des deux avancements en traitement prévues après trois, respectivement dix années de carrière. Le SEW/OGBL a, par ailleurs, entamé un procès en ce sens afin que cette situation défavorable et discriminatoire soit définitivement clarifiée.

B) La procédure à respecter lors du détachement partiel d'un professeur nommé dans un autre lycée

Le MENJE doit avouer que, dans tous les cas où un enseignant est détaché pour une partie de ses heures auprès d'un autre lycée, il n'existe aucune ligne de conduite claire quant à la procédure à respecter par la direction d'un lycée. Le SEW/OGBL fait état d'un cas précis où un enseignant a été détaché à un autre lycée sans en avoir été averti par sa direction, situation que le SEW/OGBL ne peut accepter.

C) La tâche de l'enseignant dans le respect de sa spécialisation enseignée

Le SEW/OGBL demande jusqu'à quel point un enseignant peut être chargé par sa direction à donner des cours qui ne font pas partie de sa spécialisation enseignée. Dans ce cas précis non plus, il n'y a pas de ligne de conduite claire quant à la procédure à respecter. La réglementation actuelle ne concerne que le cas de l'enseignant nouvellement nommé et attaché pour la première fois à un lycée. Dans ce cas précis, le lycée est obligé de proposer à l'enseignant au moins 10 heures de cours dans sa spécialisation enseignée.

³ Est appelé professeur-candidat tout enseignant fonctionnaire ayant terminé avec succès son stage de formation, mais n'ayant pas encore défendu avec succès le travail de candidature nécessaire à sa nomination définitive comme professeur.

D) La mise en place des cours de base/cours avancés au cycle inférieur et cycle moyen de l'ESG

Le SEW/OGBL demande à ce qu'une étude sur la nouvelle mise en place du système de cours de base/cours avancés soit effectuée auprès des enseignants à la fin de l'année scolaire afin d'en tirer des informations quant aux aspects positifs et négatifs de cette nouvelle mesure.

E) Les passerelles entre les différents régimes d'enseignement

Le SEW/OGBL insiste à ce que le système des passerelles entre l'ESC et l'ESG soit communiqué d'une manière simple et compréhensive aux élèves et à leurs parents. Le passage entre les deux ordres d'enseignement est devenu extrêmement complexe et les mesures prises en faveur d'une plus grande flexibilité entre ESC et ESG risquent de ne pas avoir l'effet escompté à cause de leur complexité.

Le SEW/OGBL insiste également sur la « quasi » inexistence de passerelles entre la formation professionnelle et l'ESG et la ghettoïsation de la formation professionnelle par rapport aux autres régimes d'enseignement qui s'en suit.